



**PRÉFET  
DU HAUT-RHIN**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement  
Grand Est**

Unité départementale du Haut-Rhin  
DIRECTION RÉGIONALE DE L'ENVIRONNEMENT  
2 PLACE DU GÉNÉRAL DE GAULLE  
CS 71354  
68070 Mulhouse Cedex 01

Mulhouse, le 24/04/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 14/01/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

**Sablière HERMANN Frères**

132 avenue Charles de Gaulle  
68700 Cernay

Références : 0006700234\_2025\_01\_14\_Sablière Hermann VIIC ApSusp Fev2023  
Code AIOT : 0006700234

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 14/01/2025 dans l'établissement Sablière HERMANN Frères implanté 132 avenue Charles de Gaulle 68700 Cernay. L'inspection a été annoncée le 10/01/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

L'objectif de la visite d'inspection est de contrôler le respect de l'arrêté préfectoral portant suspension de l'activité de carrière du 13 février 2023 pris à la suite de la visite du 26 octobre 2022 lors de laquelle une exploitation illégale a été constatée. Un arrêté préfectoral portant mise en demeure du 13 février 2023 imposant la régularisation de la situation administrative de cette installation a également été pris à la suite de la visite du 26 octobre 2022.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- Sablière HERMANN Frères

- 132 avenue Charles de Gaulle 68700 Cernay
- Code AIOT : 0006700234
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société Sablière Hermann Frères a étendu l'exploitation de sa gravière alluvionnaire située à Cernay sans autorisation.

**Contexte de l'inspection :**

- Suite à mise en demeure
- Suite à sanction

**Référentiels de l'inspection :**

- arrêté préfectoral du 13 février 2023 prescrivant la suspension de l'activité de carrière sur les parcelles sans titre exploité par la société Sablière Hermann Frères située 132 avenue Charles de Gaulle à Cernay (68)
- arrêté préfectoral du 13 février 2023 portant mise en demeure à la société Sablière Hermann Frères de régulariser la situation administrative de ses installations pour son site de carrière de Cernay (68)

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;

- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
2	Suspension	Arrêté Préfectoral du 13/02/2023, article 1	Amende	-
3	Distance de sécurité	Arrêté Préfectoral du 13/02/2023, article 4	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
4	Plan d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 13/02/2023, article 5	Demande d'action corrective	2 mois
5	Garanties financières	Arrêté Préfectoral du 13/02/2023, article 6	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
6	Étude de stabilité	Arrêté Préfectoral du 13/02/2023, article 7	Amende	-

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Situation administrative	AP de Mise en Demeure du 13/02/2023, article 1	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La société sablière HERMANN Frères ne respecte pas les dispositions contrôlées de l'arrêté préfectoral de suspension du 13 février 2023. Une proposition de sanction administrative est proposée au préfet.

A ce stade le service d'inspection ne peut pas statuer sur la régularisation de la situation administrative de la partie de la carrière exploitée sans titre, l'instruction du dossier de demande d'autorisation étant en cours.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Situation administrative

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 13/02/2023, article 1		
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Régularisation		
<b>Prescription contrôlée :</b> La société Sablière HERMANN Frères, désignée « exploitant » dans le présent arrêté, dont le siège social est situé 132 avenue Charles de Gaulle - 68700 CERNAY, est mise en demeure de régulariser la situation de son exploitation de carrière située sur le ban communal de Cernay sur les parcelles désignées dans le tableau ci-dessous :		
Commune	Section	Parcelles
Cernay	63	81
	64	89, 101, 102, 103, 104, 105, 178
	82	58
<p>Pour cela la société Sablière HERMANN Frères dépose un dossier complet et régulier répondant aux prescriptions des articles R.181-12 à D.181-15-10 du code de l'environnement, dans un délai d'un an à compter de la notification du présent arrêté, en vue de la poursuite de l'exploitation dans des conditions régulières.</p> <p>Le cas échéant, la société Sablière HERMANN Frères, met les installations à l'arrêt définitif et, dans un délai de trois mois à compter de la notification du présent arrêté, dépose à la préfecture du Haut-Rhin la notification de la mise à l'arrêt définitif des installations comprenant les éléments définis aux I et II de l'article R 512-39-1 du code de l'environnement.</p>		
<b>Constats :</b> Lors de la visite du 26 octobre 2022 le service d'inspection a constaté l'exploitation des parcelles citées ci-après situées en dehors du périmètre autorisé de l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 2013317-0009 du 13 novembre 2013 : <ul style="list-style-type: none"><li>• parcelle n° 81 section 63 de la commune de Cernay (68) : extraction sous eau en cours sur environ 3 m de profondeur d'après l'exploitant,</li><li>• parcelle n° 178 section 64 de la commune de Cernay (68) : présence de voies d'accès et extraction à sec en cours,</li><li>• parcelles n° 101 à 105 et partie ouest de la parcelle n° 89, section 64, de la commune de Cernay (68) : présence de voies d'accès, zones décapées avec présence de stockage des terres de découverte et de matériaux,</li><li>• parcelle n° 58 de la section 82 de la commune de Cernay (68) : présence d'une voie d'accès en partie sud-ouest.</li></ul> <p>La société Sablière Hermann Frères avait déposé une demande d'autorisation environnementale le</p>		

22 juillet 2022 pour le renouvellement et l'extension de l'exploitation de sa carrière de Cernay (68700) comprenant ces parcelles. Toutefois, ce dossier a fait l'objet d'un refus par arrêté préfectoral du 23 juin 2023, ce dossier ne répondant pas à l'ensemble des prescriptions attendues par le Code de l'environnement dont l'article L. 181-3.

Lors de la visite du 14 janvier 2025, le service d'inspection a constaté l'absence de dépôt d'une nouvelle demande d'autorisation ou d'un dossier de cessation d'activité auprès du préfet.

L'exploitant a déclaré lors de la visite qu'il avait préparé un nouveau dossier mais que son bureau d'étude attendait les dernières éléments afin de le transmettre.

Le service d'inspection a constaté après la visite que la société Sablière Hermann Frères a déposé une nouvelle demande d'autorisation environnementale, le 27 janvier 2025 pour la régularisation de l'extension de la carrière de Cernay (68700).

Le dossier étant en cours d'instruction, le service d'inspection ne peut pas statuer à ce stade sur le respect de la prescription susvisée.

**Type de suites proposées :** Sans suite

## N° 2 : Suspension

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 13/02/2023, article 1

**Thème(s) :** Illégaux, Suspension

### **Prescription contrôlée :**

La société Sablière HERMANN Frères, désignée « exploitant » dans le présent arrêté, dont le siège social est situé 132 avenue Charles de Gaulle - 68700 CERNAY, suspend le fonctionnement des activités relevant de la rubrique 2510-1 exercées sur le ban communal de Cernay sur les parcelles désignées dans le tableau ci-dessous :

Commune	Section	Parcelles
Cernay	63	81
	64	89, 101, 102, 103, 104, 105, 178
	82	58

[...]

### **Constats :**

Lors de la visite du 26 octobre 2022 le service d'inspection avait constaté l'exploitation des parcelles citées ci-après situées en dehors du périmètre autorisé par l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 2013317-0009 du 13 novembre 2013, donc exploitées sans titre :

- parcelle n° 81 section 63 de la commune de Cernay (68) : extraction sous eau en cours sur environ 3 m de profondeur d'après l'exploitant,
- parcelle n° 178 section 64 de la commune de Cernay (68) : présence de voies d'accès et extraction à sec en cours,
- parcelles n° 101 à 105 et partie ouest de la parcelle n° 89, section 64, de la commune de

Cernay (68) : présence de voies d'accès, zones décapées avec présence de stockage des terres de découverte et de matériaux,

- parcelle n° 58 de la section 82 de la commune de Cernay (68) : présence d'une voie d'accès en partie sud-ouest.

Lors de la visite du 14 janvier 2025 le service d'inspection n'a pas constaté d'activité d'extraction en cours sur les parcelles susmentionnées. Néanmoins, il a été constaté la progression du plan d'eau et des zones exploitées à sec par rapport à la visite du 26 octobre 2022 ainsi que par rapport aux relevés effectués le 28 février 2023 par le géomètre afin d'établir le plan d'exploitation (cf. point de contrôle n° 4).

L'état de la carrière constaté est le suivant (cf. planche photos en annexe) :

- parcelle n° 81 section 63 de la commune de Cernay (68) : présence d'un plan d'eau,
- parcelle n° 178 section 64 de la commune de Cernay (68) : présence de la continuité du plan d'eau (au sud de la parcelle jusqu'à l'extrémité ouest du site au pied du talus) et de front d'extraction à sec,
- parcelles n° 101 et 102, section 64, de la commune de Cernay (68) : présence de fronts d'extraction à sec,
- parcelles n° 103 à 105 et partie ouest de la parcelle n° 89, section 64, de la commune de Cernay (68) : présence de voies d'accès, zones décapées avec présence de stockage des terres de découverte et de matériaux,
- la situation de la parcelle n° 58 de la section 82 de la commune de Cernay (68) reste inchangée.

La prescription susvisée n'est pas respectée, le service d'inspection propose au préfet une sanction administrative.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Amende

### N° 3 : Distance de sécurité

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 13/02/2023, article 4

**Thème(s) :** Risques accidentels, Distance de sécurité

**Prescription contrôlée :**

**Dans un délai d'une semaine** à compter de la notification du présent arrêté, les bords des excavations sont tenus à une distance horizontale d'au moins 10 mètres des limites des parcelles mentionnées à l'article 1<sup>er</sup> du présent arrêté ainsi que des éléments de surface dont l'intégrité conditionne le respect de la sécurité et de la salubrité publiques.

**Constats :**

A la suite du constat de l'exploitation d'une carrière sans titre le 26 octobre 2022, il a été proposé d'encadrer sa mise en sécurité par arrêté préfectoral comprenant la présence d'une distance horizontale d'au moins 10 mètres entre les limites du périmètre exploité et les bords des excavations telle que prévue à l'article 14 de l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 modifié relatif aux exploitations de carrières.

Le respect de cette disposition a été examiné à partir du plan d'exploitation transmis par l'exploitant par mail le 15 janvier 2025 au service d'inspection (cf. constat n° 4), le service

d'inspection ne disposant pas de moyen de mesure approprié lors de la visite terrain.
Toutefois, le plan d'exploitation ne comporte pas la matérialisation des limites de sécurité définies à l'article 1.5.1 de l'arrêté préfectoral n° 2013317-0009 du 13 novembre 2013 (correspondant à la distance des 10 mètres mentionnée), et le service d'inspection n'est pas en mesure de la mesurer sur le plan, le début de l'excavation étant masqué par la présence du merlon (l'excavation débute à partir du moment où le niveau du terrain est inférieur au niveau naturel).
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> L'exploitant apportera au service d'inspection les justificatifs associés au respect de cette prescription (telle que la modification de son plan d'exploitation contenant la matérialisation de cette limite).
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

#### N° 4 : Plan d'exploitation

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 13/02/2023, article 5
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Plan d'exploitation
<b>Prescription contrôlée :</b> <b>Dans un délai d'un mois</b> à compter de la notification du présent arrêté, la société Sablière HERMANN Frères adresse au préfet un plan d'exploitation réalisé par une personne compétente sur le périmètre défini à l'article 1 <sup>er</sup> du présent arrêté et répondant aux dispositions de l'article 8.5.1 de l'arrêté préfectoral n° 2013317-0009 du 13 novembre 2013 susvisé.
<b>Constats :</b> L'exploitant a présenté au service d'inspection un plan d'exploitation daté du 25 avril 2023 (indice ab), réalisé par le cabinet Un Point Six Géomètres Experts, d'après des relevés effectués le 28 février 2023. Ce plan porte sur la partie exploitée avec et sans titre. Ce plan a été transmis au service d'inspection le lendemain de la visite par mail. Il est accompagné des coupes de deux profils (dont l'un d'entre eux est situé dans la zone du périmètre exploité sans titre mais pas au droit du plan d'eau).  Toutefois, le service d'inspection relève que ce plan ne comporte pas l'ensemble des éléments prescrits à l'article 8.5.1 de l'arrêté préfectoral n° 2013317-0009 du 13 novembre 2013 dont les limites de sécurité définies à l'article 1.5.1 dudit arrêté (correspond à la distance de 10 mètres mentionnée au constat précédent qui n'est pas matérialisée).  L'ensemble de la prescription susvisée n'est pas respectée, toutefois il n'est pas proposé à ce stade de sanction administrative.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> L'exploitant complètera son plan d'exploitation avec l'ensemble des éléments prescrits à l'article 8.5.1 de l'arrêté préfectoral n° 2013317-0009 du 13 novembre 2013 et le transmettra au service d'inspection.

<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

#### N° 5 : Garanties financières

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 13/02/2023, article 6
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Garanties financières
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p><b>Dans un délai d'un mois</b> à compter de la notification du présent arrêté, la société Sablière HERMANN Frères adresse au préfet le document attestant la constitution des garanties financières prévues aux articles R.516-1 et suivants du code de l'environnement, dont le <b>montant est fixé à 50 774,40 €</b>.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a présenté lors de la visite du 14 janvier 2025 au service d'inspection son acte de cautionnement établi avec la société Groupama, signé le 18 octobre 2023, d'un montant de 50 774,40 euros avec une prise d'effet au 1<sup>er</sup> octobre 2023 et une échéance au 31 décembre 2024.</p> <p>Le service d'inspection relève que cet acte nécessite un renouvellement pour l'année 2025, cette démarche n'a pas été abordée lors de la visite d'inspection.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant transmettra le renouvellement de cet acte de cautionnement pour l'année 2025 en actualisant, le cas échéant, le calcul de ce montant en fonction des travaux d'exploitation réalisés (agrandissement du plan d'eau et du linéaire de berge, augmentation des zones extraction à sec, etc.) et en application de l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R. 516-1 et suivants du Code de l'environnement.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délai :</b> 1 mois

#### N° 6 : Étude de stabilité

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 13/02/2023, article 7
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Étude de stabilité
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p><b>Dans un délai de deux mois</b> à compter de la notification du présent arrêté, la société Sablière HERMANN Frères adresse au préfet une étude de stabilité, réalisée par un organisme compétent, relatif à la stabilité des talus à sec et sous eau présents sur les terrains définis à l'article 1<sup>er</sup> du présent arrêté.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>A la suite du constat de l'exploitation d'une carrière sans titre le 26 octobre 2022, il a été proposé d'encadrer sa mise en sécurité par arrêté préfectoral comprenant la réalisation d'une étude de stabilité des talus situés aux bords des excavations.</p>



Le service d'inspection a constaté que l'exploitant n'a pas fait réalisé cette étude ce qui constitue un non respect de la prescription susmentionnée.

Par mail du 25 février 2025 l'exploitant a informé le service d'inspection avoir signé le devis de la société Hydrogéotechnique pour la réalisation de cette étude le 13 février 2025 avec un délai de réalisation de quatre mois.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Amende

## Annexe – planche photos

Plan du sud des parcelles de la carrière exploitée sans titre identifiant la localisation des prises de vues



Photo n° 1



Photo n° 2



Photo n° 3

